

vait fait l'ancien secrétaire d'État Kissinger. Et c'est à ce moment précis qu'il essayait de faire ratifier par un Congrès très réticent le traité SALT II. Une des objections les plus fondamentales des législateurs américains tenait à la faiblesse des moyens de surveillance de l'accord que possédaient encore les États-Unis après l'affaire de l'Iran: les parlementaires américains soutenaient qu'il était impossible de faire confiance aux Russes, assoiffés d'expansion, et l'affaire de l'Afghanistan semblait justement leur donner raison. Les arguments de Jimmy Carter s'effondraient, tout comme l'espoir qu'il avait eu d'établir les relations américano-soviétiques sur de nouvelles bases.

Sursaut de Carter

C'est alors que, dans un élan de colère, il reconsidéra sa promesse de ne jamais utiliser l'arme alimentaire et imposa un embargo sur les quantités extraordinaires de céréales qui avaient été promises à l'URSS: 10 millions de tonnes, en plus de 8 millions déjà engagés par l'accord de 1975, accord quand même respecté en 1980.

Ce fut tout de suite le branle-bas de combat sur les marchés boursiers de Minneapolis et de Chicago. Car l'année précédente, dans un geste surprenant, le secrétaire à l'Agriculture Robert Bergland n'avait imposé aux agriculteurs américains aucune restriction sur les emblavures: il les encourageait au contraire à semer tout ce qui était disponible, promettant que les extraordinaires surplus allaient pouvoir être facilement vendus. . .aux Russes, chez qui l'on prévoyait une récolte catastrophique.

Et elle le fut: 185 millions de tonnes de céréales, au lieu de 237 espérés. La satisfaction régnait partout en terre américaine, jusqu'à l'annonce, particulièrement subite, de l'embargo: soudainement, des millions de tonnes de grains allaient déferler sur les marchés boursiers. Le président dut élaborer un programme à la dernière minute, en faisant fermer pour deux jours ces royaumes de la spéculation, et en promettant d'acheter directement une partie des surplus. Les réactions ne tardèrent pas.

Seth S. King, du *New York Times*, intitula un article «*With or Without the Soviets, Farmers Depend on Exports,*» soutenant que l'embargo va frapper le fermier américain beaucoup plus durement que l'Union soviétique. Meg Cox, du *Wall Street Journal*, abondait dans le même sens. L'auteur estimait que cette mauvaise affaire allait affecter durement les États-Unis de trois façons. D'abord, cela coûtait excessivement cher, le président ayant promis d'acheter les céréales en surplus; ensuite, cela va nuire aux marchés potentiels: en effet, qui, après cette histoire, voudra encore se fier aux États-Unis? Au contraire, soutenait M. Cox, les pays qui s'estimeront trop dépendants vont chercher à élargir leur champ d'approvisionnement, tout comme les clients potentiels préféreront, eux aussi, regarder ailleurs. Ce qui entraînerait, toujours selon le même auteur, les autres pays producteurs et exportateurs de céréales à tenter d'augmenter leurs récoltes. Ces arguments ne tombèrent pas dans des oreilles de sourds, surtout quand on pense que les agriculteurs américains espéraient retirer des ventes supplémentaires à l'Union soviétique de près de \$2 milliards